

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1222)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro dell'Interno

(SCALFARO)

e col Ministro di Grazia e Giustizia

(MARTINAZZOLI)

(V. Stampato Camera n. 2290)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 febbraio 1985

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 1° marzo 1985*

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo sul trasferimento
di responsabilità verso i rifugiati, con allegato, adottato a
Strasburgo il 16 ottobre 1980

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo sul trasferimento di responsabilità verso i rifugiati, con allegato, adottato a Strasburgo il 16 ottobre 1980.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 dell'accordo stesso.

ART. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**Accord européen sur le transfert
de la responsabilité à l'égard des réfugiés**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Souhaitant encore améliorer la situation des réfugiés dans les Etats membres du Conseil de l'Europe;

Désireux de faciliter l'application de l'article 28 de la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et des paragraphes 6 et 11 de son Annexe, s'agissant en particulier du cas d'un réfugié changeant de résidence et s'établissant régulièrement dans le territoire d'une autre Partie contractante;

Soucieux notamment, à cet effet, de préciser, dans un esprit libéral et humanitaire, les conditions dans lesquelles la responsabilité de délivrer un titre de voyage est transférée d'une Partie contractante à une autre;

Considérant qu'il est souhaitable de régler cette matière de manière uniforme entre les Etats membres du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

Aux fins du présent Accord:

a l'expression « réfugié » désigne une personne à laquelle s'applique la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 ou, le cas échéant, le Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967;

b l'expression « titre de voyage » désigne le titre délivré en vertu de ladite Convention;

c l'expression « premier Etat » désigne l'Etat, partie au présent Accord, qui a délivré ce titre de voyage;

d l'expression « second Etat » désigne un autre Etat, partie au présent Accord, dans lequel se trouve le réfugié, titulaire d'un titre de voyage délivré par le premier Etat.

ARTICLE 2.

1. Le transfert de responsabilité est considéré comme ayant eu lieu à l'expiration d'une période de deux ans de séjour effectif et ininterrompu dans le second Etat avec l'accord des autorités de celui-ci ou, auparavant, si le second Etat a admis le réfugié à demeurer sur son territoire soit d'une manière permanente, soit pour une durée excédant la validité du titre de voyage.

Cette période de deux ans court à compter de la date de l'admission du réfugié sur le territoire du second Etat ou, si une telle date ne peut être établie, à compter de la date à laquelle le réfugié s'est présenté aux autorités du second Etat.

2. Pour le calcul de la période prévue au paragraphe 1 du présent article:

a les séjours autorisés uniquement à des fins d'études, de formation ou de soins médicaux ne sont pas pris en compte;

b la durée de la détention du réfugié à une condamnation pénale n'est pas prise en compte;

c la période durant laquelle le réfugié est autorisé à demeurer sur le territoire du second Etat en attendant qu'une décision soit rendue à la suite d'un recours contre une décision de refus de séjour ou une mesure d'éloignement n'est prise en compte que si la décision rendue est favorable au réfugié;

d les périodes pendant lesquelles le réfugié s'absente à titre temporaire du territoire du second Etat pour une durée n'excédant pas trois mois consécutifs ou, à diverses reprises, pour une durée totale n'excédant pas six mois, seront prises en compte, le séjour n'étant pas considéré comme interrompu ou suspendu par de telles absences.

3. Le transfert de responsabilité est également considéré comme ayant eu lieu lorsque, en vertu de l'article 4, la réadmission dans le premier Etat ne peut plus être demandée.

ARTICLE 3.

1. Jusqu'à la date du transfert de responsabilité, le titre de voyage est prolongé ou renouvelé par le premier Etat.

2. Le réfugié n'est pas tenu de quitter le second Etat pour obtenir la prolongation ou le renouvellement de son titre de voyage et peut, à cette fin, s'adresser aux missions diplomatiques ou aux postes consulaires du premier Etat.

ARTICLE 4.

1. Tant qu'il n'y a pas eu transfert de responsabilité conformément à l'article 2, paragraphes 1 et 2, le réfugié sera réadmis à tout moment sur le territoire du premier Etat, même après l'expiration du titre de voyage. Dans ce dernier cas, la réadmission interviendra sur simple demande du second Etat, à condition que cette demande soit présentée dans les six mois suivant l'expiration de ce titre.

2. Si les autorités du second Etat ignorent où se trouve le réfugié et ne peuvent, pour cette raison, faire la demande mentionnée au paragraphe 1^{er} au cours des six mois suivant l'expiration du titre de voyage, cette demande doit être faite dans les six mois après que le second Etat a eu connaissance du lieu où se trouve le réfugié, mais au plus tard deux ans après l'expiration du titre de voyage.

ARTICLE 5.

1. A compter de la date du transfert de responsabilité,

a. la responsabilité du premier Etat de prolonger ou de renouveler le titre de voyage du réfugié cessera;

b. il incombera au second Etat de délivrer au réfugié un nouveau titre de voyage.

2. Le second Etat informera le premier Etat que le transfert de responsabilité a eu lieu.

ARTICLE 6.

Après la date du transfert de responsabilité, le second Etat facilitera, dans l'intérêt du regroupement familial et pour des raisons humanitaires, l'admission sur son territoire du conjoint et des enfants mineurs ou à charge du réfugié.

ARTICLE 7.

Les administrations compétentes des Parties peuvent communiquer directement entre elles pour les besoins de l'application du présent Accord. Ces administrations seront désignées par chaque Etat, au moment où il exprime son consentement à être lié par l'Accord, par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 8.

1. Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux droits et avantages qui ont été accordés ou pourraient être accordés aux réfugiés indépendamment du présent Accord.
2. Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme empêchant une des Parties d'étendre le bénéfice du présent Accord à des personnes qui ne remplissent pas les conditions prévues.
3. Les dispositions contenues dans des accords bilatéraux conclus entre des Parties, concernant le transfert de la responsabilité de délivrer des titres de voyage en vertu de la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951, où la réadmission des réfugiés en l'absence de transfert, cessent d'être applicables à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord entre ces Parties. Les droits et avantages acquis ou en cours d'acquisition par les réfugiés en vertu de ces accords ne seront pas affectés.

ARTICLE 9.

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats du Conseil de l'Europe qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:
 - a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
 - b. signature sous réserve de ratification ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 10.

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle deux Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par l'Accord conformément aux dispositions de l'article 9.
2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par l'Accord celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

ARTICLE 11.

1. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil partie à la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 ou, le cas échéant, au Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967, à adhérer à l'Accord. La décision d'invitation sera prise à la majorité prévue à l'article 20 *d.* du Statut et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, l'Accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 12.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application du présent Accord à tout autre territoire désigné dans la déclaration. L'Accord entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 13.

Sans préjudice des dispositions de l'article 12, le présent Accord s'appliquera à chacune des Parties compte tenu des limitations et réserves aux obligations assumées par elle en vertu de la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 ou, le cas échéant, du Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967.

ARTICLE 14.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage de l'une ou des deux réserves figurant à l'Annexe au présent Accord. Aucune autre réserve n'est admise.
2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.
3. La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent Accord ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

ARTICLE 15.

1. Les difficultés relatives à l'interprétation et à l'application du présent Accord seront réglées par entente directe entre les autorités administratives compétentes et, au besoin, par la voie diplomatique.
2. Tout différend entre Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord qui n'a pu être réglé par voie de négociation ou par d'autres moyens sera, à la requête de l'une des parties au différend, soumis à l'arbitrage. Chacune des parties désignera un arbitre et les deux arbitres désigneront un troisième arbitre. Si dans un délai de trois mois à compter de la requête d'arbitrage, l'une des parties n'a pas procédé à la désignation de son arbitre, ce dernier sera désigné, à la demande de l'autre partie, par le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Si le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme est le ressortissant de l'une des parties au différend, la désignation de l'arbitre incombera au Vice-Président de la Cour ou, si le Vice-Président est le ressortissant de l'une des parties au différend, au membre le plus ancien de la Cour qui n'est pas le ressortissant de l'une des parties au différend. La même procédure s'appliquera au cas où les deux arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre.
Le tribunal arbitral arrêtera sa procédure. Ses décisions seront prises à la majorité. Sa sentence sera définitive.

ARTICLE 16.

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.
3. Les droits et avantages acquis ou en cours d'acquisition par les réfugiés en vertu du présent Accord ne seront pas affectés en cas de dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 17.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré au présent Accord:

- a. toute signature;
- b. le dépôt de toute instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur du présent Accord conformément à ses articles 10, 11 et 12;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Accord.

En fois de quoi, les soussignés dûment autorisés à cette effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 16 octobre 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer au présent Accord.

ANNEXE.

Réserves.

En vertu de l'article 14, paragraphe 1^{er}, du présent Accord, tout Etat peut déclarer:

1. que, en ce qui le concerne, le transfert de responsabilité selon l'article 2, paragraphe 1^{er}, n'aura pas lieu pour le seul motif qu'il a autorisé le réfugié à séjourner sur son territoire pour une durée excédant la validité du titre de voyage, uniquement à des fins d'étude ou de formation;
2. qu'il n'acceptera pas une demande de réadmission présentée sur la base des dispositions de l'article 4, paragraphe 2.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

**Accordo europeo sul trasferimento della responsabilità
verso i rifugiati**

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente accordo,

considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è quello di raggiungere una maggiore unione tra i propri membri;

desiderando facilitare l'applicazione dell'articolo 28 della convenzione relativa allo *status* dei rifugiati, del 28 luglio 1951, e dei paragrafi 6 e 11 del relativo allegato, in particolare per quanto attiene al caso in cui un rifugiato abbia legalmente ottenuto la residenza nel territorio di un'altra parte contraente;

preoccupati, in modo particolare, di specificare — in uno spirito liberale ed umanitario — le condizioni in base alle quali la responsabilità dell'emissione di un documento di viaggio viene trasferita da una parte contraente ad un'altra;

ritenendo auspicabile regolare questa materia in modo uniforme tra gli Stati membri del Consiglio d'Europa,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

Ai fini del presente accordo:

a per « rifugiato » s'intende una persona cui si applichi la convenzione relativa allo *status* dei rifugiati del 28 luglio 1951 o, a seconda del caso, il protocollo relativo allo *status* dei rifugiati del 31 gennaio 1967;

b per « documento di viaggio » s'intende il documento di viaggio emesso in virtù della succitata convenzione;

c per « primo Stato » s'intende uno Stato, parte del presente accordo, che abbia emesso un tale documento di viaggio;

d per « secondo Stato » s'intende un altro Stato, parte del presente accordo, in cui un rifugiato, titolare di un documento di viaggio emesso dal primo Stato, si trova.

ARTICOLO 2.

1. Si considererà trasferita la responsabilità allo scadere di un periodo di due anni di permanenza effettiva e continuativa nel secondo Stato con l'assenso delle autorità di detto Stato o, ancor prima, nel caso in cui il secondo Stato abbia permesso al rifugiato di restare nel proprio territorio o su basi permanenti o per un periodo che superi la validità del documento di viaggio.

Questo periodo di due anni decorrerà a partire dalla data di ammissione del rifugiato nel territorio del secondo Stato o, qualora tale data non possa essere determinata, dalla data in cui si presenti alle autorità del secondo Stato.

2. Per il calcolo del periodo specificato dal paragrafo 1 del presente articolo:

a i soggiorni autorizzati esclusivamente per motivi di studio, addestramento o cure mediche non verranno computati;

b i periodi di detenzione del rifugiato a seguito di condanna penale non verranno computati;

c i periodi durante i quali al rifugiato viene permesso di restare nel territorio del secondo Stato in attesa di un appello contro una decisione che gli rifiuta la residenza o una misura di allontanamento dal territorio saranno computati solo ove la decisione di appello sia favorevole per il rifugiato;

d i periodi durante i quali il rifugiato lascia, su basi temporanee, il territorio del secondo Stato per non più di tre mesi consecutivi o, per più volte, per non più di sei mesi complessivi, verranno computati, in quanto tali assenze non verranno ritenute come sospensioni o interruzioni della permanenza.

3. La responsabilità verrà anche ritenuta come trasferita se la riammissione del rifugiato nel primo Stato non può più essere richiesta ai sensi dell'articolo 4.

ARTICOLO 3.

1. Fino alla data del trasferimento di responsabilità, il documento di viaggio verrà prorogato o rinnovato dal primo Stato.

2. Al rifugiato non verrà richiesto di lasciare il secondo Stato per ottenere la proroga o il rinnovo del suo documento di viaggio ed egli potrà per questo scopo rivolgersi alle missioni diplomatiche o ai consolati del primo Stato.

ARTICOLO 4.

1. Fintantoché non sia avvenuto un trasferimento di responsabilità, conformemente all'articolo 2, paragrafi 1 e 2, il rifugiato verrà riammesso nel territorio del primo Stato in qualsiasi momento, anche dopo lo scadere del documento di viaggio. In quest'ultimo caso, la riammissione si avrà su semplice richiesta da parte del secondo Stato, a condizione che la richiesta sia fatta entro i sei mesi successivi alla scadenza del documento di viaggio.

2. Se le autorità del secondo Stato non conoscono dove il rifugiato si trovi e per questa ragione non sono in grado di fare la richiesta di cui al paragrafo 1 entro i sei mesi successivi alla scadenza del documento di viaggio, tale richiesta dovrà essere fatta entro i sei mesi successivi al momento in cui il secondo Stato viene a conoscenza del luogo in cui si trova il rifugiato, ma in nessun caso oltre i due anni successivi alla scadenza del documento di viaggio.

ARTICOLO 5.

1. Dalla data del trasferimento di responsabilità:

a cesserà la responsabilità del primo Stato di prorogare o rinnovare il documento di viaggio del rifugiato;

b il secondo Stato sarà responsabile dell'emissione di un nuovo documento di viaggio a favore del rifugiato.

2. Il secondo Stato informerà il primo Stato del fatto che il trasferimento di responsabilità ha avuto luogo.

ARTICOLO 6.

Dopo la data del trasferimento di responsabilità, il secondo Stato dovrà, ai fini del ricongiungimento della famiglia e per ragioni umanitarie, facilitare l'ammissione nel suo territorio del coniuge del rifugiato e dei suoi figli minori o a suo carico.

ARTICOLO 7.

Le autorità competenti delle parti potranno comunicare direttamente tra loro per quanto attiene all'applicazione del presente accordo. Dette autorità verranno specificate da ciascuno Stato, al momento in cui esprimerà il proprio assenso ad essere vincolato dal presente accordo, attraverso una notifica indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 8.

1. Nulla di quanto contenuto nel presente accordo pregiudicherà i diritti ed i benefici che siano stati o potrebbero essere concessi ai rifugiati indipendentemente dal presente accordo.
2. Nessuna delle disposizioni del presente accordo dovrà essere interpretata nel senso d'impedire ad una parte di estendere i benefici del presente accordo a persone che non soddisfino le condizioni ivi prescritte.
3. Le disposizioni di accordi bilaterali conclusi tra le parti relative al trasferimento di responsabilità per l'emissione di documenti di viaggio in virtù della convenzione relativa allo *status* dei rifugiati del 28 luglio 1951, o alla riammissione dei rifugiati in mancanza di un tale trasferimento, cesseranno di essere applicabili a partire dalla data d'entrata in vigore del presente accordo tra tali parti. Non saranno pregiudicati i diritti ed i benefici acquisiti o in corso di acquisizione da parte dei rifugiati, ai sensi di detti accordi.

ARTICOLO 9.

1. Il presente accordo sarà aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa, che potranno esprimere il loro assenso ad esservi vincolati attraverso:
 - a* la firma senza riserve relativamente alla ratifica, accettazione o approvazione; oppure
 - b* la firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.
2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 10.

1. Il presente accordo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data in cui due Stati membri del Consiglio d'Europa hanno espresso il loro assenso ad essere vincolati dall'accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 9.
2. Nei confronti di ogni Stato membro che esprime successivamente il proprio assenso ad essere vincolato dall'accordo, esso entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

ARTICOLO 11.

1. Dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ad aderire all'accordo qualsiasi Stato che non sia membro del Consiglio e che sia parte della convenzione relativa allo *status* dei rifugiati del 28 luglio 1951, oppure, a seconda del caso, del protocollo relativo allo *status* dei rifugiati del 31 gennaio 1967. La decisione di fare tale invito dovrà essere adottata con la maggioranza prevista nell'articolo 20 *d.* dello statuto e con voto unanime dei rappresentanti degli Stati contraenti aventi diritto di far parte del Comitato.

2. Nei confronti di ogni Stato aderente, l'accordo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di un mese dopo la data del deposito dello strumento di adesione presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 12.

1. Qualsiasi Stato può, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, specificare il territorio o i territori cui il presente accordo si applicherà.

2. Qualsiasi Stato può, in qualsiasi momento successivo e per mezzo di una dichiarazione inviata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione del presente accordo a qualsiasi altro territorio specificato nella dichiarazione. Rispetto a tale territorio, l'accordo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di un mese dopo la data di ricevimento di detta dichiarazione da parte del Segretario generale.

3. Ogni dichiarazione fatta ai sensi dei due paragrafi precedenti potrà, rispetto a qualsiasi territorio specificato in detta dichiarazione, essere ritirata mediante notifica indirizzata al Segretario generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento di tale notifica da parte del Segretario generale.

ARTICOLO 13.

Senza pregiudizio alle disposizioni dell'articolo 12, il presente accordo si applicherà a ciascuna parte tenuto conto delle stesse limitazioni e riserve applicabili ai suoi obblighi ai sensi della convenzione relativa allo *status* dei rifugiati del 28 luglio 1951 o, a seconda del caso, del protocollo relativo allo *status* dei rifugiati del 31 gennaio 1967.

ARTICOLO 14.

1. Qualsiasi Stato può, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare di avvalersi di una o di entrambe le riserve previste nell'allegato al presente accordo. Non può essere fatta alcuna altra riserva.
2. Qualsiasi Stato contraente che abbia formulato una riserva, ai sensi del paragrafo che precede, può ritirarla interamente o in parte mediante una notifica indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto alla data di ricevimento di detta notifica da parte del Segretario generale.
3. Una parte che abbia formulato una riserva rispetto ad una qualsiasi disposizione del presente accordo non può pretendere l'applicazione di detta disposizione da parte di qualsiasi altra parte; tuttavia, essa può, qualora la sua riserva sia parziale o condizionale, pretendere l'applicazione di detta disposizione nella misura in cui essa stessa l'ha accettata.

ARTICOLO 15.

1. Le difficoltà relative all'interpretazione ed all'applicazione del presente accordo verranno risolte a mezzo di consultazioni dirette tra le autorità amministrative competenti e, se del caso, attraverso i canali diplomatici.
2. Ogni controversia tra le parti relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente accordo che non sia stato possibile risolvere attraverso un negoziato o altro mezzo verrà, su richiesta di una qualsiasi parte in causa, sottoposta ad arbitrato. Ciascuna parte dovrà nominare un arbitro ed i due arbitri nomineranno il terzo arbitro. Se una delle parti non avrà nominato il proprio arbitro entro i tre mesi successivi alla richiesta di arbitrato, esso sarà nominato, su richiesta dell'altra parte, dal Presidente della Corte europea dei diritti dell'uomo. Se quest'ultimo fosse un cittadino di una delle parti in causa, questa funzione verrà svolta dal Vicepresidente della Corte, o, qualora il Vicepresidente fosse un cittadino di una delle parti in causa, dal membro più anziano della Corte che non sia cittadino di una delle parti in causa. La stessa procedura dovrà essere osservata se gli arbitri non raggiungono una decisione sulla scelta del terzo arbitro.

Il tribunale arbitrale fisserà la sua procedura. Le sue decisioni saranno adottate a maggioranza. La sua sentenza sarà definitiva.

ARTICOLO 16.

1. Qualsiasi parte potrà in qualsiasi momento denunciare il presente accordo a mezzo di notifica indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa.
2. Tale denuncia avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte del Segretario generale.
3. I diritti ed i benefici acquisiti o in corso di acquisizione da parte dei rifugiati ai sensi del presente accordo non subiranno alcun pregiudizio nel caso di denuncia dell'accordo.

ARTICOLO 17.

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che abbia aderito al presente accordo:

- a* ogni firma;
- b* il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c* ogni data di entrata in vigore del presente accordo, conformemente agli articoli 10, 11 e 12;
- d* ogni altro atto, notifica o comunicazione relativi al presente accordo.

In fede di che, i sottoscritti, essendo stati debitamente all'uopo autorizzati, hanno firmato il presente accordo.

Fatto a Strasburgo, il 16° giorno di ottobre 1980, nelle lingue inglese e francese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia certificata ad ogni Stato membro del Consiglio d'Europa ed a ogni Stato invitato ad aderire al presente accordo.

ALLEGATO.

Riserve.

Ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 14 del presente accordo, ogni Stato potrà dichiarare:

1. che, per quanto lo concerne, il trasferimento di responsabilità in ottemperanza alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 2 non si verificherà in quanto esso ha autorizzato il rifugiato a restare sul proprio territorio per un periodo eccedente la validità del documento di viaggio, esclusivamente per motivi di studio o di addestramento;
2. che esso non accetterà una richiesta di riammissione presentata sulla base delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 4.